

# البديل عاجل

12 جانفي 2009

تصفحوا [البديل](#) موقع حزب العمال الشيوعي التونسي  
للمراسلة

**Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan**

## Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan

Demain, 13 janvier 2009, se tiendra à Gafsa le procès en appel des leaders et animateurs du mouvement du bassin minier. Le 11 décembre 2008, la chambre criminelle du tribunal de première instance de Gafsa a prononcé de lourdes peines à l'encontre de Adnane Hajji et ses camarades. 33 des 38 accusés ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 10 ans et un mois de prison pour 7 d'entre eux. Lors de cette mascarade judiciaire, le tribunal a rendu son verdict sans interroger les accusés et sans permettre à la défense de plaider.

A la veille du procès en appel et à l'occasion du premier anniversaire du soulèvement du bassin minier (5 janvier 2008), nous publions une traduction de l'arabe d'un texte paru en plein mouvement dans le numéro de mai 2008 de notre revue "*Le communiste*". Ce texte établit un bilan du mouvement, il a été rédigé par notre camarade Ammar Amroussia, de la région de Gafsa, qui a suivi de près le mouvement du bassin minier.

par **Ammar Amroussia**  
Traduction de l'arabe

Une grande vague de protestations populaires secoue, depuis le 5 janvier 2008, la région de Gafsa (sud-ouest de la Tunisie) et plus particulièrement les villes du bassin minier. La contestation a commencé suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement organisé par la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG dans la suite du texte), principal employeur de la région. Ces résultats ont été jugés, par la population, « décevants », en effet le nombre de candidats admis était réduit et ne répondait pas à ses attentes. En plus, les critères adoptés dans le choix de ces candidats n'étaient pas objectifs ; favoritisme, loyauté au pouvoir et « bakchich » ont prévalu face à la compétence. La contestation a éclaté d'abord à Redeyef, elle a gagné ensuite les autres villes minières, en particulier M'dhilla et Moularès. Ainsi, l'ensemble de la région de Gafsa a été secoué par un soulèvement social sans précédent, considéré par les observateurs comme le plus important en Tunisie durant les deux décennies de pouvoir de Ben Ali, voire depuis la « révolte du pain » de 1984. Il est donc évident qu'un tel événement doit être analysé pour en tirer quelques leçons, même si le mouvement est

encore en cours. Un premier bilan pourrait contribuer à ce qu'il tienne plus longtemps face à la dictature et à arracher des acquis qui serviraient de stimulant pour tout le mouvement populaire. Ainsi nous allons suivre à travers cet article l'évolution des événements en cherchant les causes et en analysant les mots d'ordre et les formes de lutte inventées par les masses populaires dans leur confrontation avec l'appareil répressif du régime de Ben Ali.

## **1. Les causes profondes du soulèvement :**

Les résultats du concours de recrutement à la CPG publiés le 5 janvier 2008 n'ont en fait constitué que la goutte qui a fait déborder le vase. La réaction des habitants n'aurait pas pu être aussi forte et profonde si la région ne vivait pas depuis longtemps dans une misère profonde. Tout y prédisait une grande explosion, les signes annonciateurs se sont multipliés. En septembre 2007 nous avons déjà écrit, suite à la répression du rassemblement organisé par « le comité régional des diplômés enchômagés » et au cours duquel la militante Afef Ben Naceur a été sauvagement agressée par la police politique : « attendez-vous prochainement à une grande surprise ».

Depuis l'époque coloniale, et jusqu'à nos jours, la production de phosphate reste le pilier central de l'activité économique dans la région de Gafsa, ce qui rendait la vie de villes entières (Redeyef, Metlaoui, Moularès et M'dhilla) entièrement dépendante de ce minerai qui assurait aux habitants une certaine sécurité. Les choses ont continué ainsi jusqu'au terme de l'époque coloniale (1956) et même jusqu'aux années 70 du siècle dernier. Mais « la vache à traire », c'est-à-dire la CPG, a commencé à avoir des difficultés dues surtout à une mauvaise gestion. En 1986, elle a été incluse dans le programme de restructuration des entreprises publiques imposé par le FMI et la BM dans le cadre du « Programme d'ajustement structurel » (PAS). Cette restructuration n'a tenu compte que des taux de profits à réaliser ou à préserver. Elle a donc été réalisée aux dépens de la force de travail. Ainsi le nombre des ouvriers de la CPG a baissé de 14000 dans les années 80 à environ 5300 en 2007 (en 2006 ce chiffre était de 5853 employés dont 492 cadres). La société a eu recours à la mécanisation pour comprimer la main d'œuvre, elle a également augmenté le nombre d'heures supplémentaires pour éviter de nouveaux recrutements. Le coût de ces heures s'est élevé durant ces dernières années à environ 5 millions de dinars (1\$ = 1,200dT). Quant à l'Etat, qui n'a cessé de se décharger de son rôle social et de se transformer en un simple « gendarme » soumettant les travailleurs à une exploitation féroce au profit d'une nouvelle poignée de mafieux et de corrompus locaux et étrangers, il n'a rien prévu pour subvenir aux besoins des habitants de la région dont le tissu économique est resté inchangé. Les investissements ont continué à s'orienter particulièrement vers les régions côtières aussi bien pour des raisons économiques (la recherche de profits) que pour des raisons politiques (préservation d'une clientèle politique), ce qui a accentué le régionalisme, caractéristique essentielle du régime « destourien » depuis son avènement en 1956.

Ainsi les villes du bassin minier, comptant une population de dizaines de milliers d'habitants, ont sombré dans l'oubli et se sont trouvées marginalisées et confrontées à

une situation difficile. Leur richesse en phosphate continue à être pillée. Avec l'installation des « laveries », la CPG a mis la main sur une grande partie des ressources en eau potable dans la région. Et le plus grave est que l'eau polluée utilisée pour le lavage a affecté les nappes phréatiques saines si bien que les habitants de Redeyef, par exemple, se sont trouvés obligés d'acheter de l'eau potable en provenance d'autres régions (1 dinar les 20 litres).

Cette situation a entraîné l'aggravation du chômage dont le taux est devenu alarmant, surtout chez les diplômés de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage dans la région s'élève au double et parfois au triple du taux national officiellement évalué à 14 ou 15% de la population active. Par ailleurs, les services publics, tels que l'éducation, la santé, l'habitat et le transport se sont dégradés suite à leur privatisation et à l'augmentation de leurs coûts. Les masses populaires ne peuvent plus assumer les frais de scolarité de leurs enfants, notamment ceux qui doivent s'inscrire à l'université, les frais des soins et des médicaments, les frais de transport ou d'habitat. De surcroît, les prix des matières de base n'ont cessé de flamber de par le monde. L'augmentation a touché les produits de première nécessité tels que les produits alimentaires, les vêtements et les carburants. Vu le bas niveau des salaires qui ne suivent pas le rythme de l'inflation galopante ainsi que la faiblesse des revenus des petits propriétaires, commerçants et artisans, ainsi que l'absence de tout revenu pour les chômeurs dont le nombre ne cesse d'augmenter, la région de Gafsa s'est transformée en un espace immense de pauvreté, de précarité et de marginalisation sociale. Bien entendu, à cette détérioration des conditions sociales de la majorité des habitants de la région, correspond l'accroissement de la richesse de certaines couches, en l'occurrence les hauts cadres de la CPG, des responsables régionaux, des affairistes proches du pouvoir, etc. Il faut signaler que les recettes des exportations de la CPG, et par conséquent de l'Etat, en produits phosphatés ont connu une croissance importante suite à l'augmentation de leur prix sur le marché mondial. Les recettes sont passées de 858 millions de dinars (715 millions de dollars) en 2005 à 1261 millions de dinars en 2007 et elles atteindront probablement 2,2 à 2,4 milliards de dinars en 2008. Parmi ceux qui ont profité de la situation, on peut citer le secrétaire général de l'Union régionale de l'UGTT (Union Générale Tunisienne du Travail, l'unique centrale syndicale en Tunisie), Amara Abbassi, qui est aussi membre du Comité central du parti au pouvoir et membre du Parlement. A part le « bakchich » qu'il reçoit, en contrepartie de son rôle de « sapeur-pompier » des luttes des travailleurs, il a monté une société de sous-traitance de main d'œuvre qui lui a permis d'amasser une fortune aux dépens des pauvres intérimaires qu'il exploite d'une manière inouïe bien qu'il soit dirigeant d'un syndicat qui déclare s'opposer aux formes d'emploi précaires ! Abbassi jouit aussi bien du soutien des autorités régionales que de celui de la « bureaucratie » à la tête de l'UGTT formée en majorité d'éléments corrompus.

Il est bien clair aussi que les habitants de Gafsa, tout comme l'ensemble des Tunisiens, qui suivent les chaînes de télévision satellitaires ou qui ont des enfants instruits et intéressés par « la chose publique », sont, à des degrés différents, informés de l'aggravation du phénomène de la corruption dans le pays. Une poignée de familles (celles de Ben Ali, de ses gendres, de ses proches et de ses amis...) accumulent des

fortunes colossales. Elles ont mis la main sur les principaux secteurs de l'économie, profitant de la campagne de privatisation. Les banques sont à leur service leur pourvoyant d'importants et multiples crédits sans garanties. C'est ainsi que les « créances douteuses » représentent près du tiers des crédits octroyés ! Certains membres de ces familles se sont spécialisés dans les « interventions » auprès de l'Administration pour le compte de ceux qui sont prêts à leur verser des pots-de-vin importants. Nul ne leur échappe, même les concours d'embauche dans la fonction publique dont les résultats sont connus d'avance et où il faut payer pour espérer réussir ! Les citoyens peuvent ainsi constater la gravité de la situation qui condamne les pauvres à voir leurs conditions se dégrader de plus en plus tandis qu'une minorité liée au « trône » s'enrichit sans cesse.

Tous ces facteurs réunis ont créé un état de malaise généralisé dans tout le pays et qui prend dans les régions les plus défavorisées, dont celle du bassin minier de Gafsa, une dimension de colère latente qui n'attend que l'occasion de surgir.

En effet, bien avant la publication des résultats du concours de la CPG, la région de Gafsa a connu plusieurs mouvements menés soit par des diplômés enchômagés qui se sont organisés, à l'instar de ceux de plusieurs régions de la Tunisie, en « Comité régional des diplômés enchômagés », soit par des paysans, travailleurs licenciés ou autres habitants des quartiers populaires, pour exprimer leur indignation face à l'oppression et à l'injustice qu'ils endurent. Puis, sont arrivés les résultats du concours qui ont constitué « la goutte qui a fait déborder le vase ». Ainsi ont été déclenchés les émeutes, les manifestations et les « sit-in » des habitants du bassin minier.

## **2. Un mouvement populaire :**

Ce mouvement a eu, dès son début, un caractère populaire large, ce qui l'a transformé en un soulèvement populaire proprement dit et ce malgré son aspect régional plus ou moins circonscrit. Toutes les catégories populaires ont adhéré à ce mouvement : ouvriers, chômeurs, fonctionnaires, commerçants, artisans, élèves, etc. Ceux qui y participent appartiennent à différentes générations, il y a des enfants, des jeunes, des adultes, des personnes âgées. Les femmes, même celles au foyer, ont pris part à la protestation et ont souvent joué un rôle d'avant-garde. Les divisions tribales, restées présentes dans la région et continuellement instrumentalisées par le pouvoir, ont disparu dans ce mouvement pour céder la place à l'appartenance sociale, de classe. Les habitants ont compris qu'ils vivent dans la même situation de misère, qu'ils partagent le même sort : le chômage, la marginalisation, la pauvreté, la dégradation du pouvoir d'achat et, en général, la détérioration de leurs conditions de vie. Ce sentiment s'est confirmé au fil des jours à travers les discussions, les affrontements avec les forces de la police, l'entraide et la solidarité, etc. Il est difficile aujourd'hui de faire marche arrière, surtout dans la ville de Redeyef, d'autant plus que le mouvement continue à être encadré et est susceptible d'évoluer.

Caractérisé par sa continuité, ce soulèvement vient de dépasser son quatrième mois. Il se poursuit encore, notamment à Redeyef qui en représente l'axe même, grâce à la présence d'un noyau dirigeant, de responsables syndicaux et de militants politiques de

gauche. Notre pays n'a guère connu depuis l'« indépendance » (1956) un mouvement social qui se soit prolongé dans le temps de cette manière. Outre la présence de militants aguerris à sa tête, les facteurs objectifs ont eu un rôle important dans la longévité de ce mouvement. Ces facteurs, déjà évoqués, ont fait que les habitants n'ont rien à perdre, sinon leur misère et leurs chaînes. Toutes les portes de l'espoir leur sont fermées et ils ont ainsi perdu toute confiance dans le régime en place. Parmi les facteurs qui ont favorisé la continuité du mouvement, la réaction du pouvoir. Celui-ci n'a pu apporter de solution aux problèmes auxquels est confrontée la région, ni réussi à satisfaire les revendications directes des populations et à tenir ses promesses, même celles annoncées avec pompe sous forme de « mesures présidentielles » en faveur de certaines catégories sociales à Moularès en particulier. Ce qui a encore attisé la colère des contestataires. Pis encore, le pouvoir a eu recours, dès le début du mouvement, à la répression : au début du mois d'avril, puis au début du mois de mai, la répression a pris un caractère encore plus violent et plus large à Redeyef et Moularès notamment, mais cette répression n'a pas réussi à éteindre ni à étouffer le mouvement, au contraire, elle l'a radicalisé. Le pouvoir s'est ainsi retrouvé dans l'obligation de libérer les dirigeants et activistes arrêtés quelques jours auparavant. Ces derniers ont été accueillis par des dizaines de milliers de gens, en leaders populaires et en héros.

Il est certain que le pouvoir, surpris par l'ampleur du mouvement, a été ébranlé par son unité, sa combativité et l'esprit de solidarité qui anime ceux qui y participent. C'est pourquoi il a joué au début sur le facteur du temps en pensant qu'il pouvait atténuer le mouvement et le contraindre à l'effritement, car il craignait de faire des concessions qui stimuleraient la revendication et l'étendraient à d'autres régions du pays. Il craignait également que la répression ne confère au mouvement une dimension aussi bien nationale qu'internationale, de telle sorte qu'elle mette à nu la propagande démagogique du régime axée sur le soit disant « miracle économique tunisien » et « les réalisations grandioses réalisées sous la direction clairvoyante du président Ben Ali ». En effet, ce qui se passe au bassin minier est un démenti cinglant de toute cette propagande. S'il y a « miracle », c'est bien pour les riches, locaux et étrangers, qui ont vu leurs fortunes s'accroître d'une manière vertigineuse, et non pour le peuple qui subit une oppression économique et sociale des plus dures. D'autre part, un peu plus d'une année seulement sépare le régime de Ben Ali des « élections » de 2009 ; déjà une campagne a été amorcée pour « solliciter » Ben Ali à se porter candidat pour un cinquième mandat, synonyme de présidence à vie, afin qu'il poursuive « ses réalisations » et mette en œuvre la suite de son programme « pour garantir à la Tunisie un avenir radieux ». Bien entendu, l'explosion de la situation dans les villes du bassin minier complique la tâche du pouvoir, c'est pourquoi il s'est évertué à isoler le mouvement en profitant de la faiblesse de l'opposition politique et de la complicité de la bureaucratie syndicale. Cette dernière est allée jusqu'à sanctionner certains syndicalistes (suspension de Adnane Hajji de toute activité syndicale au sein de l'UGTT pendant 5 ans). Mais tout cela n'a pas empêché le mouvement de poursuivre son chemin, de faire échouer toute tentative pour l'isoler et d'acquérir de la sympathie à travers des moyens d'information indépendants, tels que la chaîne de télévision satellitaire « Al-Hiwar Attounoussi » (Dialogue tunisien) qui émet depuis l'étranger, le journal électronique « Al-Badil » (l'Alternative) animé par le parti communiste des



ouvriers de Tunisie (PCOT dans la suite du texte), les journaux de l'opposition légale (Al-Mawkiif, Mouatinoun, Attarik Al-Jadid...) et la presse clandestine, notamment « Sawt Echâab » (La voix du peuple) organe central du PCOT, et aussi à travers les actions de solidarité organisées à l'intérieur du pays par le « comité national de soutien aux habitants du Bassin minier » et à l'extérieur par les partis et associations démocratiques aussi bien tunisiens qu'étrangers.

### **3. Des formes de lutte variées et audacieuses :**

La répression était toujours de mise pour interdire les manifestations de rue, les réunions dans les locaux des partis et associations reconnus et dans les universités. Cette stratégie sécuritaire s'est avérée « efficace » pour le pouvoir puisqu'elle a réduit la contestation à une sphère limitée en l'empêchant de se développer et de s'élargir. Les actions de contestation sont parues, dans cette atmosphère, comme des actions isolées dans un « océan de paix sociale », imposée en réalité par la terreur policière, et que le régime de Ben Ali s'est mis à vanter aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays comme étant une preuve de la « réussite de ses choix » et de « l'union du peuple autour de lui ». Cependant, ce qui se passe au bassin minier de la région de Gafsa est de toute autre nature.

Les forces de l'ordre ont été incapables de réaliser ce qu'elles accomplissaient aisément par le passé, en réprimant une contestation isolée et réduite à des minorités, ne serait-ce que parce que le mouvement est réellement populaire et que tous ceux et celles qui y ont participé sont déterminés à résister et à continuer leur lutte jusqu'au bout car ils n'ont plus rien à perdre, à part leurs chaînes. C'est pourquoi les forces de l'ordre qui sont intervenues violemment au début du mois d'avril 2008 puis au début du mois de mai ont vite perdu du terrain face à la détermination des habitants. Ce que les autorités pouvaient interdire habituellement aux partis et associations même légaux, aussi bien dans leurs sièges que dans les espaces publics, les contestataires l'ont fait au bassin minier à leur guise et sans aucune autorisation de la police. Ainsi, les marches traversaient les rues jour et nuit, les réunions ont lieu dans les espaces publics et les tracts et les bulletins politiques sont distribués en plein jour sous les regards de la police qui se contente de surveiller sans intervenir. Les habitants ont créé un rapport de force, sur le terrain, en leur faveur qui leur a permis de jouir de leurs droits de réunion, de manifestation, d'expression, etc. Les forces de l'ordre n'ont qu'une seule solution pour arrêter le mouvement, c'est la prise pure et simple des villes du bassin minier et le décret de l'état de siège et du couvre feu pour empêcher toute activité (c'est ce qui se produira en effet, plus tard au début du mois de juin – note du traducteur).

### **4. Un soulèvement spontané mais...**

Il est certain que ce soulèvement a été marqué par sa spontanéité. Ce caractère s'est clairement révélé au départ du mouvement et l'a accompagné au cours des premières semaines. On entend par spontanéité l'absence de direction politique qui organise le mouvement, le dote d'une plateforme de revendications, le dirige sur le terrain et lui fait éviter les débordements et les provocations des agents du pouvoir. Mais cette

carence a été dépassée au fil des jours, principalement dans la ville de Redeyef, alors qu'elle marque encore, à des degrés divers, le mouvement dans les autres villes. A Redeyef, la prise de conscience s'est traduite par l'élaboration d'une liste de revendications et d'un plan d'action qui tient compte de l'état des rapports de force et surtout de l'état d'esprit des masses de telle sorte qu'elles soient elles-mêmes convaincues de ce qu'elles font et de ce qu'elles ont à faire encore. L'existence d'un noyau de militants syndicalistes et politiques de gauche a joué et joue encore un rôle déterminant dans la prise de conscience du mouvement et dans son organisation. En réalité, la ville de Redeyef a fait dès le début exception dans le bassin minier. Les difficultés apparues au début du mouvement ont été très vite aplanies, ce qui a permis de dépasser les chefs de tribus et les responsables locaux et régionaux qui sont à l'origine de ces difficultés visant à diviser le mouvement, semer le doute en son sein et discréditer ses dirigeants. « Le comité de négociation », dont les membres ont été désignés par des assemblées syndicales, ainsi que sa ceinture large composée de syndicalistes de tous les secteurs et de militants politiques démocrates et progressistes, ont montré beaucoup de maturité et de sagesse dans l'encadrement et l'orientation du mouvement. Ce que l'on a même nommé « la deuxième trêve » (la suspension des marches, des manifestations et des grèves pendant 15 jours pour créer, à la demande des autorités, un climat propice aux négociations) a tellement renforcé le mouvement en lui permettant de reprendre son souffle et de se réorganiser, que personne ne doute de la capacité de ses dirigeants à gérer les situations difficiles, déjouer les manœuvres du pouvoir et éviter l'avortement du mouvement. Il a confirmé la conviction que ces dirigeants représentent les véritables chefs et les vrais porte-parole des habitants.

Sur un autre plan, il importe de remarquer l'évolution de la conscience des masses et des éléments actifs parmi elles. La lutte éduque ceux qui y participent et développe leur conscience beaucoup plus rapidement que les discours. En effet, les masses populaires qui ont adhéré au mouvement se sont trouvées directement impliquées dans « les affaires publiques ». Elles débattent leurs problèmes et leurs préoccupations, elles débattent également la situation générale dans le pays, s'échangent les informations et lancent des critiques acerbes au régime de Ben Ali... elles découvrent par la pratique le caractère despotique et dictatorial de ce régime et le fait qu'il soit au service des riches et qu'il n'ait rien à voir avec leurs intérêts et leurs aspirations. Elles découvrent aussi leur propre force et par conséquent leur capacité à résister et à s'imposer. Les symboles du pouvoir dans la région, tels que le maire, la police, la garde nationale, les structures du parti au pouvoir (comité de coordination, cellules territoriales et professionnelles...), se sont effondrés face à leur volonté. En un mot, discuter politique à Redeyef n'est plus ni « interdit » ni « dangereux » ni limité à une poignée de « têtes brûlées » ! C'est plutôt devenu une pratique ordinaire, un droit que tout le monde exerce sans peur et sans attendre l'autorisation de quiconque. En fait, tout le monde critique le maire et le gouverneur et Ben Ali même, en évoquant surtout l'enrichissement extrême de ses gendres ainsi que des membres de sa famille et de ses proches en général.

Plus près de Redeyef, à Moularès précisément, une tente installée par les diplômés-enchômages a abrité un groupe de jeunes. Leur expérience au cours de leurs études à

l'université d'une part et l'ouverture sur leur entourage politique et syndical d'autre part, les ont aidés à élaborer rapidement leurs revendications spécifiques qu'ils ont su intégrer dans une perspective politique plus large. Cette expérience les a préparés progressivement à se transformer en un noyau important dans le mouvement, exerçant surtout une influence considérable auprès des intellectuels. Néanmoins, ce noyau n'a pu se transformer en une direction du mouvement tout entier. En effet, il n'a pu bénéficier du même soutien syndical et politique que le mouvement à Redeyef.

Malgré tous ces éléments positifs, il faut reconnaître que ce soulèvement populaire est resté marqué par sa spontanéité et par l'absence d'une vision politique globale qui l'oriente. Le pouvoir a essayé à plusieurs reprises d'exploiter cette faille pour faire éclater le mouvement de l'intérieur. Tantôt, il a répandu des rumeurs selon lesquelles le « président Ben Ali » allait intervenir pour « résoudre tous les problèmes et satisfaire toutes les revendications » ; Il fallait donc cesser le mouvement pour montrer « sa bonne foi ». Tantôt, il a propagé des mensonges aux dépens des dirigeants du mouvement dans telle ou telle autre ville pour empêcher le développement d'une solidarité entre les différents centres du mouvement et les isoler les uns des autres. Certes plusieurs facteurs, d'ordre plus général, ont contribué et contribuent encore à empêcher le mouvement de s'unir au niveau régional et de s'étendre à tout le pays et mobiliser toutes les classes et couches populaires. Pourtant, les revendications des habitants du bassin minier les intéressent toutes, étant donné qu'elles subissent les mêmes injustices.

## **5. Faiblesse de l'opposition politique :**

L'un des premiers facteurs de faiblesse de l'opposition politique réside dans les séquelles qu'elle traîne encore des « années de plomb ». Mais au lieu de profiter de ce soulèvement pour élargir sa base sociale, en faisant siennes les revendications des masses populaires, la majorité de cette opposition n'a pas manifesté l'intérêt qu'il faut pour un mouvement aussi important. Plus le mouvement progresse, plus se creuse l'écart la séparant des masses populaires. Même l'élan médiatique qui a accompagné le mouvement à ses débuts a régressé plus tard. Les chefs politiques, surtout ceux des partis légaux, qui peuvent accéder plus facilement à la région ne se sont pas souvent déplacés sur place pour essayer de mobiliser les gens aux côtés du mouvement. Même leurs visites n'ont pas été suivies d'activités médiatiques et politiques qui auraient pu contribuer à la levée du siège, imposé aux populations contestataires, et donner à leur mouvement la dimension nationale dont elles avaient besoin. On ne peut expliquer cette situation par le simple fait que « l'opposition est encore affaiblie » car, comme on l'a déjà dit, les partis intéressés auraient pu exploiter ce mouvement pour surmonter leurs faiblesses, mais des obstacles d'ordre idéologique et politique se sont élevés pour les empêcher d'atteindre ce but. En effet, ces partis ne disposent pas de solutions réelles à proposer aux populations de la région et au peuple tunisien en général. Et même s'ils s'opposent au despotisme et sont pour une libéralisation politique, ils sont souvent des adeptes de l'économie capitaliste libérale avec tout ce qu'elle implique comme privatisation et désengagement de l'Etat. Ils acceptent également la présence ou plutôt la domination du capital étranger dans le pays sous prétexte d'encourager les investissements extérieurs, car ils les considèrent comme un facteur de développement



et non de freinage, de pillage et de destruction de l'économie tunisienne et de renforcement de sa dépendance. Par conséquent, un soulèvement comme celui du bassin minier contredit le discours de tous ces partis libéraux sur les prétendus avantages de l'économie de marché. Ils se sont ainsi trouvés dans l'embarras, incapables de faire une critique profonde des choix économiques et sociaux du régime de Ben Ali. Dans le meilleur des cas, ils se bornent à une critique partielle des effets et non des causes de ces effets.

Certaines forces qui prétendent être de gauche, « progressistes », continuent à observer le mouvement de loin, soit parce qu'elles n'ont rien à lui offrir en se limitant à « l'expression de leur solidarité » comme si les événements se déroulaient dans « un pays voisin » et non dans le nôtre, soit par esprit sectaire, considérant qu'un soutien actif au mouvement profiterait à tel ou tel parti (le PCOT par exemple), soit purement et simplement parce qu'elles s'opposent au soulèvement de crainte d'altérer leurs relations avec le pouvoir et la bureaucratie syndicale et aussi parce que la « révolte du bassin minier » dément clairement leur phraséologie autour du « recul du mouvement populaire » utilisée pour justifier leur défaitisme. Quant aux islamistes, ils sont absents, ils n'arrivent pas à se remettre de la dure répression qu'ils ont subie durant ces deux dernières décennies, ils se sont limités à publier, seuls ou avec d'autres forces politiques dans le cadre du « collectif du 18 octobre pour les droits et les libertés », des communiqués de solidarité avec les habitants du bassin minier. L'aile « salafiste » (ou « jihadiste ») de ce courant, qui fait face elle aussi à une campagne de répression au nom de la « participation aux efforts internationaux pour la lutte contre le terrorisme », ne s'est pas sentie concernée par ce genre de mouvement social dont l'esprit, les revendications et les mots d'ordre sont loin d'être religieux.

Enfin, quant aux véritables forces démocratiques et progressistes, y compris notre parti, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie, elles ont pris conscience de l'extrême importance du mouvement du bassin minier. Elles lui ont apporté et lui apportent encore un soutien concret, soit directement, avec la participation de leurs militants, soit indirectement, en informant et mobilisant les travailleurs et les jeunes des autres régions afin de dénoncer la répression sauvage qui s'abat sur les masses populaires du bassin minier et appuyer leurs revendications légitimes. Néanmoins, ces forces ont buté, il faut le reconnaître, sur les limites de leur implantation dans la région, bien qu'elles occupent une position meilleure que celle des forces libérales, réformistes ou islamistes. Et même si cette position leur a permis d'avoir, selon les villes, une influence sur le mouvement, elles n'ont pas pu ou plutôt, elles n'ont pas eu les forces nécessaires pour unifier le mouvement dans les différentes villes du bassin minier ou des autres régions. Cependant, avec le travail qu'elles font et le crédit qu'elles ont gagné auprès des masses populaires, elles sont capables d'accumuler de nouvelles forces et de vaincre leurs points faibles.

## **6. La trahison de la bureaucratie syndicale :**

C'est peut-être la première fois que la fureur populaire se dirige ainsi contre l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) et précisément vers l'Union Régionale et les syndicats miniers. En effet, l'indignation des gens (traduite par des marches, des

communiqués et des discussions) n'a pas été seulement exprimée à l'égard du régime, mais elle a touché les symboles de la corruption syndicale. Ces symboles, outre leur acceptation du résultat du concours, organisé par la CPG, leur implication dans l'esprit des hordes, des relations personnelles et de la corruption, et leur exploitation directe des ouvriers au moyen de sociétés de sous-traitance, ont une responsabilité dans la dégradation de la situation dans la région. L'UGTT et les syndicats miniers n'ont pas seulement gardé le silence, au contraire, ils ont refusé, lors du dernier conseil régional, de présenter tout simplement les contestations des habitants de la région. Bien plus, ils ont publié plus tard un communiqué (en 12 points, daté du mois de mai 2008) dans lequel ils se sont attachés aux résultats du concours en recommandant d'embaucher le plus tôt possible « les admis », défiant ainsi d'une manière claire les revendications des contestataires. L'autorité syndicale régionale, avec à sa tête Amara Abassi, a suscité l'irritation des populations et fait l'objet de leur indignation. Quant aux autres syndicats, ils ont fait preuve d'indifférence et c'est peut-être la région de Redeyef qui a une nouvelle fois fait l'exception la plus remarquable puisque les syndicalistes locaux, et le secrétaire général de l'union locale en tête, ont soutenu les contestataires et contribué activement à leur action.

Quant à la centrale syndicale, elle a comme d'habitude ignoré ce qui s'était passé dans la région. Elle a, en effet, feint d'envoyer "une commission d'enquête" composée de deux membres du bureau exécutif et du secrétaire général du Syndicat général de l'enseignement de base, originaire de la région. Et, comme prévu, cette commission n'a eu aucun effet sur la réalité syndicale dans la région. En fait, Abassi a continué à bafouer les intérêts des ouvriers et à manœuvrer contre les contestataires. Mais, si on s'attendait à ce que la bureaucratie syndicale ait un comportement honteux et hostile envers les ouvriers et les déshérités du bassin minier, tout le problème est dans la passivité, sinon l'indifférence des secteurs syndicaux traditionnellement réputés par leur combativité. Beaucoup d'observateurs se sont demandés où étaient passés les secteurs de l'enseignement de base, de l'enseignement secondaire, de la santé, etc. alors que les leaders de ce remarquable mouvement contestataire appartiennent à ces secteurs et ont été victimes d'incarcérations et de tortures. Où est passé à son tour le secteur des postes? En effet, les syndicats généraux n'avaient pas publié de communiqués, ni organisé des actions de soutien. Ceux qui ont soutenu le mouvement étaient des syndicats de base, des syndicats locaux ou régionaux plutôt que des syndicats généraux qui avaient gardé le silence par crainte du Secrétaire général de l'UGTT et de ses courtisans ou par complicité avec eux.

## **7. L'indifférence des intellectuels**

On ne peut aussi que remarquer la passivité de l'ensemble des intellectuels. Exception faite de quelques-uns qui ont été touchés par l'événement et qui l'ont abordé dans des articles, la majorité n'a pas été « ébranlée » ni inspirée par l'ampleur de l'événement. Ce qui prouve la profondeur de la crise que traversent les intellectuels et les créateurs en Tunisie. Ils ont été habités par un sentiment de désespoir et d'impuissance perdant confiance dans le peuple au point de ne plus hésiter à lui tourner le dos le taxant de "lâcheté" et "ingratitude" et à se jeter dans les bras du pouvoir ou se consacrer pleinement à leurs affaires personnelles. Quand le peuple a bougé et qu'il s'est révélé

vivace, dynamique et entreprenant, ces intellectuels ne se sont pas remis de leur léthargie et quatre mois de résistance et d'affrontements sanglants n'ont pas pu agir sur leurs pensées et leurs esprits. En effet, ils n'ont même pas signé la moindre pétition pour dénoncer l'oppression et soutenir les masses populaires de Redeyef, Moularès et M'dhilla, villes rongées par le chômage, la marginalisation, la pauvreté et la faim. Ils ont peut-être besoin d'un séisme qui les ébranle pour les tirer de leur sommeil et de leur torpeur.

Il importe de faire une autre remarque. Le soulèvement des villes du bassin minier a porté au devant de la scène les femmes populaires au moment où le rôle des femmes intellectuelles issues des milieux bourgeois et petit-bourgeois connaît un recul sur l'arène de la lutte politique, syndicale et des droits. Au-delà des instances traditionnelles connues, les femmes ont participé et elles continueront à participer avec efficacité aux sit-in dans les tentes, si bien que la « tente des 11 femmes » à Moularès est devenue des plus réputées. Ces femmes se sont hâtées de l'installer dès les premiers jours devant le siège social de la CPG à Moularès. Ces veuves ont pu résister plus d'un mois malgré toutes les contraintes, y compris les pressions de leurs familles.

Dans cette bataille, Khira Laâmari s'est nettement distinguée en ne quittant pas le siège de la cellule destourienne du parti au pouvoir pendant plus d'un mois. Elle a insisté pour y rester malgré ses malaises chroniques et sa grossesse (9ème mois). Elle n'a quitté les lieux que vers l'hôpital où elle a accouché d'une petite fille qu'elle a appelé "Intissar" (Victoire). En parallèle, les femmes fréquentent désormais, par dizaines puis par centaines, le siège de l'union locale de l'UGTT de Redeyef, pour assister par exemple aux meetings et organiser des marches de contestation. Parmi elles, il y a celles qui sont dévoilées, celles qui portent le foulard traditionnel (bakhnoug) et celles qui sont voilées. Elles ont quitté le foyer et la cuisine pour exprimer leur souffrance ainsi que celle de leurs enfants.

Ce mouvement aurait dû éveiller l'attention des femmes intellectuelles, les progressistes en particulier, pour élargir la base du mouvement féminin face à la dictature et aux courants fondamentalistes et passésistes. Mais, à l'exception d'une seule réunion organisée par l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates trois mois après le déclenchement des événements, les intellectuelles qui se disent « féministes » sont restées inactives ; elles ont même manifesté une indifférence totale vis-à-vis de ce mouvement qui attaque en profondeur leur égoïsme petit bourgeois, leur vanité, leur indolence et leur tendance au bavardage autour de la propagation du port du voile sans agir concrètement pour affronter les problèmes réels des femmes et leur apporter l'encadrement et le soutien nécessaires.

## **8. Sympathie populaire, mais...**

Bien que le mouvement ait maintenant atteint son quatrième mois, il ne s'est pas étendu pour revêtir un caractère national et englober les différentes classes et couches populaires victimes de la politique économique et sociale réactionnaire du régime de Ben Ali et de son entourage. Exception faite de certaines protestations locales limitées dans le temps et la fréquence, le mouvement n'a pas réussi à mobiliser les autres

régions ; il n'a même pas mobilisé la région de Gafsa dans sa totalité. En effet, ceux qui se sont soulevés dans la région de Gafsa sont les chômeurs à Zanouche, les paysans pauvres mêlés aux ouvriers retraités et aux démunis en général pour revendiquer de creuser des puits permettant de surmonter les grandes difficultés météorologiques (Redeyef et M'dhilla), de régulariser la propriété foncière des terres agricoles (Redeyef) et de mettre en œuvre des pistes rurales et leur asphaltage (M'dhilla).

Il est sûr que certains facteurs ont contraint le mouvement à rester local, mais on ne peut pas les limiter aux facteurs subjectifs, c'est-à-dire à la faiblesse des forces politiques de l'opposition ou à la trahison de la bureaucratie syndicale ; il faut également prendre en compte les facteurs objectifs. Le déclenchement du soulèvement du bassin minier est lié à des causes locales, c'est-à-dire les résultats du concours de recrutement organisé par la CPG et non à des causes générales touchant tout le pays, telle que la hausse du prix du pain lors de la "révolte du pain" en 1984 qui a pris une dimension nationale malgré l'absence d'encadrement politique et la complicité de la bureaucratie syndicale avec le gouvernement de l'époque.

S'agissant de la révolte du pain de 1984, il faut remarquer que la jeunesse estudiantine a joué un rôle important dans la révolte du pain. En fait, sa manifestation dans les rues le 3 janvier 1984 à Tunis a eu un effet déterminant pour mobiliser les jeunes des quartiers pauvres et les entraîner dans le mouvement. Dès que l'information concernant les manifestations et les affrontements dans la capitale s'est propagée, les gens sont sortis manifester à travers toutes les régions et villes du pays, ce qui a obligé Bourguiba à revenir sur la décision concernant la hausse des prix.

Cependant, bien qu'elle soit présente dans la majorité des villes, par comparaison avec le milieu des années 1980, la jeunesse estudiantine a perdu aujourd'hui le rôle qu'elle jouait pour plusieurs raisons qu'on ne peut évoquer ici. Les actions de solidarité étaient donc limitées. Il est évident que, faute de support, qu'il soit syndical (1978) ou estudiantin (1984) ou politique, il est difficile que le soulèvement du bassin minier dépasse son cadre local. Finalement, l'esprit général des masses populaires diffère aujourd'hui de celui du passé. En effet, malgré la dégradation de leurs conditions sociales et en dépit de leurs plaintes et colère, elles sont démobilisées. Ceci est la conséquence de deux décennies de répression, de peur, de frustration et de dégradation des liens de solidarité, d'autant plus que les grèves de soutien ont été légalement interdites depuis 1996 avec l'accord de la centrale syndicale. C'est aussi à cause de l'effritement des grands centres de travailleurs à la suite de la privatisation du secteur public avec ses corollaires, la compression du nombre d'ouvriers et de salariés et la précarité de l'emploi. Sans oublier le développement d'un esprit individualiste et opportuniste, dans ce climat de "libéralisation" sauvage. Mais une telle situation est susceptible d'être renversée de fond en comble avec l'aggravation des problèmes sociaux et surtout l'absence de perspectives.

## **9. Les perspectives du mouvement**

Le soulèvement des habitants du bassin minier ne s'est pas interrompu. A chaque fois que l'autorité a cru qu'il s'était calmé, les protestations ont repris de plus belle, avec plus d'audace et de détermination. Il est fort probable que ce mouvement dure encore longtemps puisque le pouvoir n'a manifesté jusqu'à maintenant aucune disposition pour satisfaire les revendications des habitants, du moins les plus urgentes. D'autre part, ces derniers n'ont fait apparaître aucun signe de repli. En fait, de jour en jour, ils deviennent plus unis et plus forts et font varier les formes de lutte (marches, sit-in, grèves...).

Mais, on s'attend aussi à ce que le mouvement/soulèvement reste local, car les facteurs qui ont fait obstacle à sa propagation, au moins, à toute la région de Gafsa, ne sont pas faciles à surmonter en une période de temps aussi limitée. Mais personne ne peut prédire l'avenir. Si le mouvement atteignait la ville de Gafsa, nous ne croyons pas que cela n'aurait aucun effet sur les autres régions du pays. Cela donnerait plutôt au mouvement d'importantes dimensions politiques. Des événements ou des explosions peuvent également se produire dans telle ou telle région d'autant plus que les conditions sociales sont susceptibles de se dégrader à cause de la hausse continue des prix, l'accentuation du chômage, la gravité des écarts sur les plans social et régional et l'accentuation de la corruption. De cette façon, le mouvement des habitants du bassin minier pourrait connaître de nouvelles dimensions. Néanmoins, nous ne pourrions pas désormais fonder nos jugements sur des hypothèses, nous devons plutôt prendre la réalité en considération, agir en fonction de cette réalité et rechercher des moyens susceptibles de permettre au mouvement d'atteindre les objectifs escomptés sous un tel rapport de force. De ce point de vue, nous croyons qu'il est urgent d'unifier les composantes du mouvement dans les trois villes du bassin minier et pourquoi pas former une direction commune dans les trois villes en attendant que la ville de Mélaoui se joigne au mouvement.

D'autre part, la chose la plus importante pour assurer au mouvement la continuité et préserver sa pérennité, voire l'élargir, est de chercher à organiser les habitants dans des cadres appropriés et selon les possibilités soit selon les centres de travail et d'études, ou selon les quartiers. Le rôle de ces cadres consistera à désigner ou à élire les dirigeants au niveau local, à discuter des problèmes posés, à prendre position vis-à-vis des problèmes rencontrés, à mettre au point des plans d'action et à aider les citoyens et citoyennes, qui n'ont plus confiance en l'autorité, à gérer leurs affaires. Cet itinéraire démocratique est aisément applicable et c'est l'un des facteurs susceptibles de promouvoir le mouvement sur les plans politiques et organisationnels.

Finalement, nous croyons qu'il est indispensable d'accorder aujourd'hui plus d'intérêt au mouvement de solidarité dans les différentes régions du pays. C'est selon ce critère qu'on peut réviser la structure du Comité national de solidarité pour qu'il soit vraiment national et qu'il englobe toutes les forces qui peuvent adhérer à la campagne de solidarité, telles que les partis, les associations, les comités syndicaux et les personnalités. En effet, ce comité a vu le jour dans un cadre relativement restreint et selon une vision limitée qui est actuellement dépassée.

**Une répression sauvage [1]**



Le soulèvement du bassin minier a duré plus que cinq mois. Le 6 juin 2008, le régime de Ben Ali l'a sauvagement réprimé. Des milliers d'agents des forces de l'ordre ont été lancés contre la ville de Redeyf, bastion de la résistance. Ils ont ouvert le feu sur la foule causant un mort et 26 blessés dont un qui a succombé quelques semaines après à ses blessures. Ils ont ensuite investi les quartiers populaires qu'ils ont pris maison par maison. La police fasciste de Ben Ali a défoncé les portes des maisons terrorisant, agressant et humiliant les habitants et a pillé leurs biens. Les commerces n'ont pas été épargnés, ils ont été à leur tour saccagés et pillés.

Les jeunes, moteur du soulèvement, ont été pris pour cible principale, ils ont été agressés et arrêtés par dizaines. Des centaines d'entre eux ont quitté leurs maisons pour se réfugier dans les montagnes proches de la ville.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, l'armée a investi la ville et occupé ses principales rues et places décrétant le couvre-feu et imposant aux habitants de ne pas quitter leurs demeures. Elle a bloqué l'entrée sud de la ville ainsi que tous les accès aux montagnes où se sont réfugiés des centaines d'activistes et de jeunes pour empêcher leurs familles de leur fournir de la nourriture et de l'eau potable.

Les dirigeants du soulèvement, dont notamment Adnane Hajji, Bachir Abidi, Taïeb Ben Othmane et Adel Jayar, ainsi que des centaines d'activistes ont été arrêtés, sauvagement torturés et incarcérés.

Après Redeyef, les forces de l'ordre ont attaqué la ville de Metlaoui et y ont perpétré les mêmes crimes contre les habitants. Des dizaines d'activistes et de jeunes ont été arrêtés, torturés et transférés devant le tribunal de Gafsa qui leur a infligé de lourdes peines de prison ferme allant jusqu'à 6 ans.

Les dizaines de simulacres de procès qu'ont subi les activistes et les jeunes des villes du bassin minier où les droits de la défense ont été systématiquement bafoués, les peines prononcées à leur encontre basées sur des dossiers vides ou des "aveux" arrachés sous la torture et la connivence des juges avec la police politique démontre clairement que la "justice" est totalement inféodée au régime de Ben Ali et qu'elle joue un rôle principal dans la criminalisation des luttes sociales.

Le 4 décembre 2008 est la date de l'ouverture du procès "des 38" activistes et dirigeants du soulèvement de Redeyef.

[1] Addendum du traducteur.